

7 décembre 2019, Congrès de la Fédération des élus bourbonnais, ce matin à Vichy autour de Xavier Bertrand. Face aux difficultés nationales, quelles solutions locales ? Des solutions concrètes et pragmatiques d'un Président de Région ancré sur son territoire : Proche Emploi avec 16.000 personnes qui retrouvent un travail, Indemnité transport pour améliorer le pouvoir d'achat des gens qui travaillent, maintien des gares en milieu rural, soutien aux centres bourgs, réduction de fiscalité économique pour attirer des industries en zone rurale, création d'antennes d'études supérieures dans les villes moyennes où la vie est moins chère pour les étudiants. Tout cela en faisant des économies de fonctionnement. Des solutions de bons sens qui devraient inspirer rapidement les politiques gouvernementales actuelles.

Marges de manœuvre inexistantes

Lors d'une discussion avec l'ambassadeur de France en Allemagne, je lui demandais :

«Comment expliquez-vous l'acceptation des réformes Schroeder par le peuple allemand et comment comprendre le rejet par les français de toute réforme ? » Sa réponse fut limpide et courte : « La culture française repose sur la révolution : s'opposer pour s'opposer. L'Allemagne pratique le consensus ! ». Tout est dit. Sortirons-nous un jour de cette spirale infernale qui entraîne la France vers des méandres profonds pouvant être mortels?

Quand le gouvernement et la haute fonction publique s'expriment en France, le citoyen a l'impression que la « toute puissance » décide de tout et qu'elle dispose de trésors cachés pour financer telles ou telles mesures. En réalité, la « toute puissance publique » ne possède rien et c'est l'utilisateur/contribuable qui paie l'addition par des soustractions de plus en plus douloureuses, par une dette publique qui s'amplifie, par une baisse des redistributions! La Xième réforme des retraites est un exemple flagrant.

Contre toute logique démographique (moins d'actifs et plus de retraités), contre les progrès scientifiques (espérance de vie)... des partis politiques se sont fait élire en abaissant l'âge de la retraite, il y a 38 ans. Les français piégés demeurent les seuls financeurs de cette promesse. Ils paient très chers l'addition et les générations à venir n'ont pas fini de rembourser ces errements. L'Etat ne cotise pas pour les retraites de ses agents et il emprunte pour payer les retraites des fonctionnaires et d'un certain nombre de services dits publics.

Prenons quelques chiffres :

- En 1975, la France comptait plus de 3 cotisants par retraité (chiffres CNAV). En 2016, elle ne compte qu'1,3 cotisants par retraité. Cette réalité impose des cotisations sociales « retraite » en hausse constante et des pensions « retraite » non indexés sur l'inflation ou l'évolution du coût de la vie.
- L'âge moyen de sortie du marché du travail (chiffres OCDE) montre de grandes différences d'un pays à l'autre. En 2016, la sortie en France était à 60 ans pour les hommes et 60,3 pour les femmes, en Allemagne 63,3 et 63,2, au Canada 65,9 et 63,1, aux Etats-Unis 66,8 et 65,4, au Japon 70,2 et 68,8... Seules les femmes françaises sortent plus tard du marché du travail que les hommes.
- La moyenne d'années passées en retraite (chiffres OCDE 2018) varie beaucoup entre les Pays. En France, la durée moyenne pour les femmes est de 26,9 années et de 22,7 années pour les hommes, en Allemagne 22,5 et 19,1, aux Etats-Unis 19,8 et 16,4, au Japon 21 et 15,5... Les femmes passent plus d'années en retraite (de 3 à 5 ans selon les pays) et la France n'a pas les moyens de son affichage prétendu généreux.

- Les dépenses sociales publiques en pourcentage du PIB (chiffres OCDE 2018) place la France au rang des pays les plus taxés. Ce pourcentage en France est de 31, 2%, en Allemagne 25,1%, au Canada 17,3%, aux Etats-Unis 18,7%... En France, les retraites représentent plus de 50% des dépenses sociales (PLFSS).
- La bonne santé économique et la générosité d'un pays reposent sur les résultats des comptes publics (excédent ou déficit) et sur le taux de croissance de l'économie. En 2018, la France a enregistré un déficit public de l'ordre de 2,8% de son PIB et une croissance économique de 1,5%. L'Allemagne enregistre +1,7% d'excédent budgétaire et 1,5% de croissance positive (ralentissement)... Avec un déficit public récurrent depuis 1975, le gouvernement français ne peut qu'augmenter la pression fiscale et sociale et ne peut pas compenser le budget des retraites. Avec moins de 2% de croissance, la destruction d'emplois réels se poursuit et le ratio actifs/retraités se détériore.

Alors OUI ou NON faut-il réformer le mode de financement des retraites et peut-on conserver des systèmes disparates très inégalitaires ? Le temps des acquis sociaux semble révolu dans une économie mondialisée et les égoïsmes (régimes spéciaux non équilibrés) des uns peuvent condamner la survie des autres (petites retraites). Vendre les biens d'Etat n'est pas une ressource durable. Vouloir surtaxer celles et ceux qui ont les moyens d'investir est une posture à courte vue. Sans investisseur, le travail se raréfie et la pauvreté progresse.

Compte tenu des difficultés rencontrées par les gouvernements qui ont eu le courage de faire évoluer les modes de financement des retraites, de rendre plus équitables nos multiples systèmes de retraite... je ne suis pas sûr que la méthode choisie par l'actuel gouvernement puisse aboutir. On ne change pas un modèle du jour au lendemain. Si les actifs d'aujourd'hui financent les retraites actuelles, comment ne pas craindre un vide financier avec un régime à points ? Comment capitaliser un régime à points dans une économie déficitaire ?

Une chose semble évidente : il faut rééquilibrer le ratio cotisants/retraités pour ne pas surtaxer les uns et réduire le pouvoir d'achat des bénéficiaires. L'âge de départ à la retraite ne pourra donc qu'augmenter dans une situation où la croissance économique est insuffisante et où les comptes publics sont dans le rouge. Ne l'oublions jamais, c'est le français qui banque !

Personnellement, je pense qu'il faudrait consulter les français par référendum sur le devenir du financement des retraites sinon nous continuerons la mise en place de réformettes à répétition et les déficits publics s'accumuleront. Trois questions pourraient être posées :

- Modalités actuelles conservées mais obligation d'augmenter les prélèvements sociaux avec de nombreuses conséquences (compétitivité, diminution des salaires nets et des retraites...)
- Nouveau système par répartition avec une logique de gagnant/gagnant : moins de charges et des retraites plus conséquentes (modification de l'âge et du rapport hommes/femmes ...)
- Régime par point mais avec perspectives pratiques.

A quelques jours de Noël et du premier de l'An, il est possible rêver mais l'heure du réveil viendra toujours en espérant qu'il ne soit pas trop tard.

En montant en première ligne ce jour, Édouard Philippe va au sacrifice. La loi sur les retraites n'est pas encore débattue, ni votée. Va-t-il annoncer un passage par ordonnance ? Va-t-il annoncer un vote bloqué ? Si de telles procédures ne sont pas annoncées, les semaines

de débat vont être très longues et semées d'embûches. L'opération médiatique d'aujourd'hui n'est-elle pas la fin d'Edouard Philippe en qualité de premier ministre? Macron n'utilise-t-il pas ses dernières cartouches?

Plutôt que de s'opposer pour s'opposer, il serait bien de s'écouter calmement sur l'avenir des retraites. Regardons ce qui s'est passé:

- La gauche française se fait élire en 1981 sur l'âge de la retraite à 60 ans, une erreur politique aux lourdes conséquences (100 milliards de dettes en 1981, 2300 milliards en 2019 soit 50 milliards de plus par an dont une part est la conséquence du déficit des retraites dans le domaine public),

- En 1975 et pour financer 1000 de retraite chaque actif devait dégager et cotiser 300,

- En 2019 et pour financer 1000 de retraite chaque actif doit dégager et cotiser 770,

Pour les actifs, pour les entreprises et donc pour le prix de revient de notre économie 770 ce n'est plus supportable. Les salaires nets sont réduits et les ménages ont du mal pour finir les mois.

Pour les retraités, les pensions ne sont plus indexées, les taxes sont majorées (CSG, combustibles...) et les enfants sont obligés de financer les Ephaad.

Un rappel: le gouvernement ne finance rien et les français paient tout, simplement il faut rechercher le plus juste équilibre possible.

- Plus de salaires nets c'est moins de charges. - Plus de retraites c'est moins de bénéficiaires comme dans tous les pays qui savent compter et gérer, ils ont reculé l'âge de la retraite.

Celles et ceux qui nous manipulent n'ont qu'un but: l'échec de notre Pays et de son économie qui manque de souffle et ne peut plus créer suffisamment de croissance pour cofinancer les retraites.

Attendu depuis de nombreuses années, l'adhésion de toutes les communes adhérent au SDE 03 à compter du 1er janvier 2020: Très heureux qu'un tel accord unitaire soit conclu. Sur 35 ans, il représente près de 90 millions d'euros de crédits pour l'Allier et ses communes sur les bases de calcul de 2020 soit beaucoup plus au final.

□

Les résultats économiques de la Macronie sont mauvais.

Notre Pays n'a plus de visibilité politique et il est conduit au jour le jour. Le chômage baisserait selon le gouvernement mais les spécialistes parlent d'effet démographique: le nombre de départ en retraite étant plus important que l'entrée en activité de nouveaux actifs. Le budget prévisionnel 2019 de notre pays avait été voté avec 1,8% de croissance, la France va péniblement atteindre 1,3% en 2019 (source Lemaire). En

conséquence, moins d'actifs et moins de croissance c'est plus de dette, dette qui dépasse maintenant 100% du PIB (2400 milliards d'euros) mais la dette française c'est 8 ans de recettes du budget de l'Etat (PLF: 300 milliards d'euros au projet de loi de finances). L'amateurisme de Macron et des députés en culottes courtes nous conduisent à payer très chère l'aventure, Luc Ferry le dit depuis longtemps. Les chiffres sont là et les grèves sont un paravent médiatique opportun.

Une nouvelle fois, le compte rendu du dernier conseil communautaire de la comcom

communiste

du Bocage Bourbonnais, paru dans le quotidien local, reflète le mépris et contient beaucoup d'inexactitudes. Il faut dire que les comptes rendus sont rédigés directement par les camarades.

Si la minorité, comme les camarades traitent des démocrates, n'a pas participé au dernier polit bureau c'est qu'elle avait mieux à faire ailleurs (Voeux du Conseil Départemental, soutiens aux communes).

À la comcom, l'opposition est stigmatisée et jamais écoutée. La majorité ne pense et n'agit que par intérêt du clientélisme politique. Régulièrement, le conseil communautaire est mis devant le fait accompli. Les dossiers sont déposés avant approbation.

À l'heure où plusieurs entreprises cherchent à embaucher, les camarades pensent zéro chômeur. En d'autres termes, comment faire illusion sur des projets qui ne seront jamais concrétisés. D'ailleurs, il est vraisemblable que le gouvernement annonce la fin du dispositif zéro chômeur en avril 2020.

La minorité est aux côtés de la population qui en a marre de payer des impôts pour servir les intérêts des camarades du Bocage Bourbonnais!